

Lancement du comparateur public des tarifs bancaires en France

Le 1^{er} février, Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics, a lancé le premier comparateur public et gratuit des tarifs bancaires sur internet. Le Ministre a chargé le CCSF (Comité Consultatif du Secteur Financier) de créer et de gérer ce comparateur en ligne qui permet aux consommateurs de comparer gratuitement les principaux frais bancaires. Ce site, mis à jour chaque semaine, porte sur 11 tarifs de l'extrait standard de l'Observatoire des Tarifs Bancaires (OTB) des 155 principaux établissements de crédit et prestataires de services de paiement exerçant en France, soit 98% du marché. Il compare par exemple l'abonnement à des services de banque à distance, les coûts d'une carte de paiement à débit immédiat ou différé, les frais de retrait d'espèces à un DAB d'une autre banque, la mise en place d'un mandat de prélèvement SEPA, ou les frais de tenue de compte. Le site accessible sur ordinateur, téléphone mobile ou tablette propose des comparaisons par département via un accès anonyme et immédiat à des données impartiales mises à jour en temps quasi réel.

Pour Michel Sapin « Ce site permettra à tout le monde de comparer gratuitement les tarifs des services de base, comme les virements, les prélèvements ou les cartes bancaires afin de faire en sorte que la concurrence s'exerce dans de bonnes conditions ». En améliorant les possibilités de comparaison du consommateur et la concurrence, le gouvernement souhaite notamment favoriser la mobilité bancaire. Pour Michel Sapin « Favoriser la mobilité bancaire permet de baisser les prix des services bancaires et d'améliorer leur qualité. » C'est à la mise en place de ce cercle vertueux que le comparateur veut participer. Les tarifs des établissements bancaires des DOM sont inclus dans le comparateur.

Le comparateur public des principaux tarifs bancaires : <http://www.tarifs-bancaires.gouv.fr/>

Le dossier de presse : <http://proxy-pubminefi.diffusion.finances.gouv.fr/pub/document/18/20423.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Focus N°15 - La liquidité des marchés : mythe et réalité

L'évolution en cours du fonctionnement des marchés obligataires s'accompagne de la perception d'une dégradation structurelle et générale de leur liquidité, porteuse de risques pour la stabilité du système financier. Ce Focus montre que la réalité est plus nuancée et que la dégradation n'est pas forcément là où l'on croit. Ainsi, les indicateurs traditionnels apparaissent, par exemple sur les titres de dette souveraine, en contradiction avec la perception des acteurs. L'altération de la liquidité concerne certains segments de marché plus que d'autres et affecte davantage sa volatilité et son niveau moyen que son prix. Elle est alimentée en outre par des facteurs conjoncturels et structurels dont l'impact sur la robustesse du système financier devra être apprécié à moyen terme. La période de transition actuelle peut néanmoins conduire à une organisation plus efficace des marchés obligataires, à une offre de services de liquidité plus résistante aux chocs et dont le prix reflète mieux la réalité des risques engagés, et enfin à un renforcement de la gestion par les investisseurs du risque d'assèchement de la liquidité. Des actions, tant des pouvoirs publics que des acteurs des marchés, pourront utilement aider à la matérialisation de ce scénario favorable.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/Focus-15.pdf

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,4% en décembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,5% enregistré en novembre 2015 et à celui de 11,4% de décembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis septembre 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,0% en décembre 2015, stable par rapport à novembre 2015 et en baisse par rapport au taux de 9,9% de décembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis juin 2009. Eurostat estime qu'en décembre 2015, 21,944 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,750 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 52 000 dans l'UE28 et de 49 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2014, le chômage a baissé de 2,026 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,501 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en décembre 2015 ont été enregistrés en République tchèque et en Allemagne (4,5% chacun), à Malte ainsi qu'au Royaume-Uni (5,1% chacun, donnée d'octobre pour le Royaume-Uni). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,5% en octobre 2015) et en Espagne (20,8%).

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2016-73 du 29 janvier 2016 relatif au service d'aide à la mobilité bancaire mentionné à l'article L. 312-1-7 du code monétaire et financier et aux plans d'épargne-logement inactifs mentionnés à l'article L. 312-20 du même code

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031941379&categorieLien=id>

Décret n° 2016-66 du 29 janvier 2016 instituant un commissaire à l'information stratégique et à la sécurité économiques et portant création d'un service à compétence nationale dénommé « service de l'information stratégique et de la sécurité économiques »

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031940456&categorieLien=id>

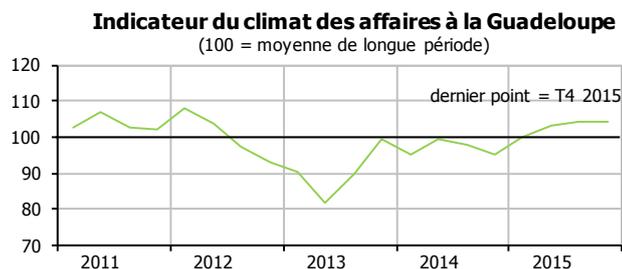
SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Stabilité du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se stabilise au quatrième trimestre après trois trimestres consécutifs de hausse. À 104,2 points, il reste au-dessus de sa moyenne de longue période et au plus haut depuis juin 2012.

Les anticipations négatives des professionnels sur le trimestre à venir pèsent sur l'indicateur. En revanche, l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé, en particulier sur l'activité, les délais de paiement et les postes de gestion, permet le maintien de l'indicateur à un niveau favorable.

Les prévisions d'investissement pour les douze prochains mois restent favorablement orientées pour le deuxième trimestre consécutif.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Médiation du crédit aux entreprises : situation au 31 décembre 2015

La Médiation du crédit aux entreprises vise à faciliter le dialogue entre les entreprises d'une part et les établissements de crédits et sociétés de financement d'autre part. Elle a pour mission de recommander des solutions en cas de difficulté pour l'obtention et le maintien de crédits ou de garanties. Elle peut également, en cas de difficulté en matière de crédit interentreprises, établir les conditions d'un dialogue entre l'entreprise et les assureurs crédits ou les sociétés d'affacturage et recommander des solutions. La Médiation du crédit aux entreprises peut être saisie par toutes les entreprises non financières qui rencontrent des difficultés de financement. L'accord de place du 27 avril 2015 a renouvelé le dispositif jusqu'à fin 2017 et étendu son champ d'application aux adhérents de l'Association française des Sociétés Financières (ASF).

À fin 2015 et depuis l'entrée en vigueur du dispositif (2008), 227 entreprises ont saisi le médiateur en Guadeloupe, dont 25 de Saint-Martin et 2 de Saint-Barthélemy. Parmi ces dossiers, 151 ont été instruits et clôturés, avec un taux de succès de 33 %. Depuis son lancement en novembre 2008, le dispositif, a permis de débloquer 16,9 millions € de crédits et de préserver 1 733 emplois. Dans 98 % des cas, les demandes de médiation ont été formulées par des TPE ou des PME de moins de 50 salariés et concernent principalement le secteur tertiaire. Les montants des encours de crédits traités en médiation sont inférieurs à 50 000 € dans 47 % des cas.

Pour saisir la médiation du crédit, il suffit de constituer un dossier sur le site unique : <http://www.mediateurducredit.fr/>

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe a publié la note « Premières Tendances » relative au 4^e trimestre 2015. Cette note est téléchargeable librement sur le site : <http://www.iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Octroi de mer : Nouvelle grille tarifaire

Le 25 janvier 2016, le conseil régional a voté l'abrogation de la délibération n°CR/15-1305 du 19 novembre 2015 et l'approbation d'une nouvelle grille tarifaire. Ce vote est intervenu suite aux réactions de socioprofessionnels, de représentants des importateurs et du Conseil économique et social régional. Ils redoutaient que l'application au 1^{er} janvier 2016 de la grille tarifaire adoptée le 19 novembre dernier, ait pour effet l'augmentation des prix à l'importation de certains produits. Cette décision, prise à titre conservatoire, marque le début d'une large concertation avec les socioprofessionnels, d'une durée de 2 à 3 mois, devant déboucher sur l'approbation d'une nouvelle grille tarifaire.

Canne : Signature de la convention cadre 2016-2022

Le 22 janvier 2016, le préfet de la Guadeloupe, Jacques Billant, a signé, avec l'interprofession de la canne à sucre, la nouvelle convention cadre 2016-2022 d'accompagnement public de la filière. Elle succède à la précédente convention expirée en septembre 2015 et vise à garantir la pérennité de la filière canne-sucre. La convention précise le cadre d'intervention pour les deux prochaines campagnes et convient d'une reprise des discussions en 2017 pour les cinq campagnes suivantes, ceci pour tenir compte des futures évolutions liées à la libéralisation du secteur sucrier européen en octobre 2017. Ainsi, l'aide économique nationale à la tonne de canne sera revalorisée de 5,5 € par tonne en intégrant dans la formule de paiement l'augmentation conjoncturelle attribuée à titre exceptionnel en 2014 et 2015. Cette aide sera modulée en fonction du nombre de tonnes de cannes livrées et en fonction de la richesse saccharine. Aussi, afin de mieux orienter la filière vers la qualité, une majoration de 5 % de l'aide pour les cannes de plus de 10 % de richesse saccharine et une dégressivité de 5 % pour les cannes de moins de 7,5 % de richesse sera introduite. De nouvelles aides incitatives aux pratiques respectueuses de l'environnement seront également mises en place.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Création de la nouvelle Chambre détachée du tribunal pour les Îles du nord

Le décret ministériel du 31 décembre 2015 marque la création de la chambre détachée du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Basse-Terre pour les Îles du nord. La présidence de cette nouvelle chambre est confiée au juge Gérard Ergon-Reverseau. L'objectif étant de désengorger le TGI et de faciliter l'accès au droit aux justiciables de ces deux îles. L'ouverture effective de la nouvelle chambre est prévue en février 2017 au terme des travaux d'agrandissement du palais de justice de Marigot.

Saint-Martin : l'Europe s'engage pour la coopération transfrontalière

La commission européenne a adopté le nouveau programme de coopération transfrontalière couvrant l'ensemble de l'île de Saint-Martin. Le budget total du programme pour la période 2014-2020 atteint 12 millions d'euros, dont 10 millions d'euros financés par les Fonds Européens de développement Régional (FEDER). Les deux axes prioritaires mis en avant sont, de protéger l'environnement et d'améliorer les infrastructures dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, et de protéger la biodiversité et les écosystèmes du lagun de Simpson Bay.

Saint-Barthélemy : bilan du trafic de passagers en 2015

Au port

En 2015, le Port de Gustavia affiche une augmentation de sa fréquentation, tant dans le secteur de la plaisance que dans celui du transport de passagers. En cumul annuel, 5 644 navires de plaisances ont fait escale sur l'île, soit une hausse de près de 13 %, transportant 38 726 passagers (+20,5 % par rapport à 2014). Le trafic de passagers inter-îles suit la même tendance. Sur l'année, 3 057 escales de ferries ont été enregistrées (+2 % en glissement annuelle), soit le plus haut niveau sur les dix dernières années. Le nombre de passagers transportés par ferry s'établit à 181 535 en 2015, soit une hausse de 8,7 % par rapport à l'année précédente. L'activité de croisière se maintient à un niveau élevé, 10 paquebots supplémentaires ont fait escale (207 au total) et 127 294 croisiéristes ont transité au port de Gustavia.

À l'aéroport

En 2015, l'aéroport de Saint-Barthélemy Rémy de Haenen enregistre sa cinquième année consécutive de croissance : depuis 2010 le nombre de passagers a augmenté de 29,5 %, avec pour la première fois depuis l'année 2000 le franchissement du seuil des 180 000 passagers. 180 105 passagers commerciaux ont transité par l'aéroport, soit une croissance de 6,9 % par rapport à 2014. Le dynamisme du trafic international (+7,4 %) avec 136 815 passagers et du trafic national (+5,4 %) à 43 282 passagers explique cette évolution. Au terme de l'exercice 2015, le nombre de mouvements d'avions s'établit à 35 555, en hausse de 3,2 %.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Décembre 2015	129,9 128,0	0,2 % 0,2 %	-0,2 % 0,2 %	
Demandeurs d'emploi (Source : Diccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Décembre 2015	57 090	-0,5 %	-0,6 %	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Décembre 2015	16,2 244,9	- -	13,5 % -0,5 %	
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Décembre Cumul annuel 2015	428 4 081	42,7 % -	7,8 % -1,7 %	
Vulnérabilité des ménages (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Décembre 2015	19 350 485	-2,5 % 3,0 %	-2,7 % 47,9 %	

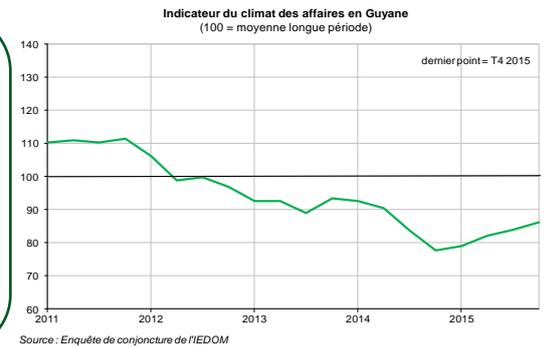
INDICATEURS SECTORIELS					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Décembre 2015 Cumul annuel	193 236 2 005 015	46,5 % -	7,6 % 2,4 %	
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Décembre 2015	250 027 86 016	-15,3 % 51,4 %	7,2 % -9,1 %	
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Janvier Cumul annuel 2016	1 312 1 312	-54,7 % -	-3,7 % -3,7 %	
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Janvier Cumul annuel 2016	14 690 14 690	-7,6 % -	-2,9 % -2,9 %	

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Premières tendances »



L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse une nouvelle fois au quatrième trimestre 2015 (+2,3 points à 86,2 points), prolongeant ainsi la tendance haussière que l'on observe depuis fin 2014. Il se situe toutefois encore bien en deçà de sa moyenne de longue période (-13,8 points) et ce, depuis plus de trois ans. La composante passée est en progression au quatrième trimestre (+1,9 point) notamment grâce à l'opinion favorable portée par les chefs d'entreprise vis-à-vis de leur activité et de leur trésorerie.

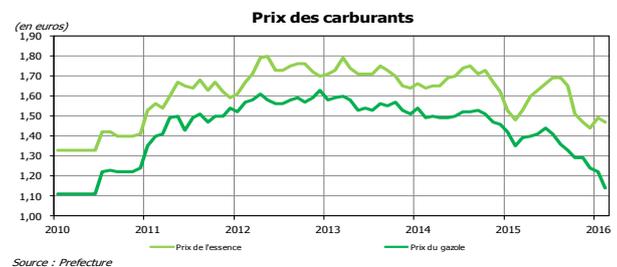


La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'un sondage auprès des entreprises de la place, offre divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : www.iedom.fr/Guyane.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

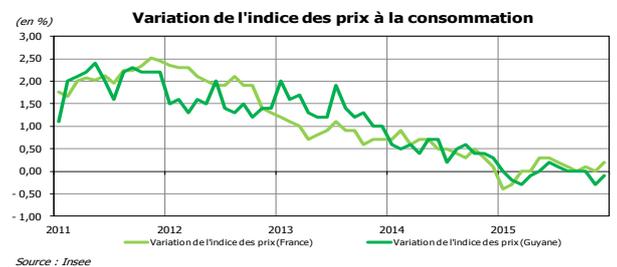
Carburants

L'arrêté préfectoral établi, à compter du 1^{er} février 2016, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,14 €/litre (-8 centimes) et à 1,47 €/litre pour l'essence (-2 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 19,18 € contre 19,82 € en janvier, soit une baisse de 64 centimes.



Prix à la consommation

En décembre 2015, les prix à la consommation des ménages en Guyane progressent de +0,3 % (après une baisse de -0,4 % pour le mois précédent). Cette reprise trouve son origine principalement dans l'augmentation des prix des services (+0,6 %) et des produits d'alimentation (+0,8 %). Sur un an, l'inflation en Guyane recule de 0,1 %. En glissement annuel, la hausse des prix de l'alimentation (+1,6 %) et des services (+0,7 %) est d'une ampleur moindre que la baisse des prix de l'énergie (-6,4 %) et des produits manufacturés (-1,4 %). En glissement annuel, l'inflation en Guyane est supérieure aux valeurs constatées en Martinique (-0,5 %) et en Guadeloupe (-0,2 %), mais reste inférieure à celle observée à la Réunion (+0,4 %).



Énergie

Neuf mois après les premiers travaux d'élaboration de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) menés par l'État et la Région, celle-ci a fait l'objet d'une première restitution globale le 11 février et donné lieu à des discussions nourries parmi les nombreux acteurs présents (acteurs de l'énergie, maires des communes, syndicats,...). La PPE est un document définissant la stratégie énergétique du territoire pour les périodes 2016-2018 et 2019-2023I comportant cinq priorités :

- la sécurisation de l'approvisionnement énergétique ;
- le développement des énergies renouvelables ;
- la mise en place d'un véritable programme d'électrification des communes de l'intérieur ;
- la poursuite de la maîtrise de l'énergie ;
- l'anticipation des besoins liés au développement des grands projets industriels.

Les discussions ont porté notamment sur le remplacement de la centrale thermique de Dégrad-des-Cannes (en 2023), la possible création d'une unité de production sur le bassin de Saint-Laurent du Maroni (à moyen terme), le doublement de la ligne haute tension entre Kourou et Saint-Laurent du Maroni, et la possible liaison de l'Est guyanais au reste du réseau. Par ailleurs, des études sur la faisabilité de la réalisation d'un second barrage hydroélectrique seront menées à l'horizon 2018. Ce projet dont l'investissement global est estimé à 1,2 milliard d'euros devrait créer entre 1 100 et 1 700 emplois. Des rencontres ont été programmées sur quelques communes du territoire dès le mois de mars prochain.

Spatial

Le 27 janvier 2016, le lanceur Ariane 5, pour son 228^e lancement et premier de l'année, a mis en orbite avec succès depuis le Centre spatial guyanais (CSG), un satellite de télécommunications. Le satellite Intelsat 29e (6,6 tonnes) permettra de répondre aux besoins des opérateurs de télécommunications et des entreprises sur le continent nord-américain et l'Amérique latine. Ce lancement signe le 70^e succès consécutif pour le lanceur phare Ariane 5 depuis 2003.

Arianespace a signé en février un contrat relatif au lancement de deux satellites pour le compte de la société ViaSat, fournisseur mondial de technologies et de services large bande. Les satellites ViaSat-2 et ViaSat-3 qui pèseront chacun 6 400 Kg environ, seront lancés respectivement au cours du premier trimestre 2017 et à la fin 2019/début 2020, par le lanceur Ariane 5. Ces satellites apporteront des améliorations importantes au réseau de communications large bande en matière de vitesse, de desserte et de réduction des coûts, permettant ainsi un accès à l'Internet haut débit à un prix plus modéré.

ACTUALITES RÉGIONALES

Brésil

En janvier 2016, Le Trésor (Teruso) a publié les chiffres relatifs à la dette publique fédérale. Celle-ci a atteint un niveau record de 2 793 Mds R\$ (627,3 Mds d'euros)¹ en 2015, soit une augmentation de +21,7 % par rapport à l'année précédente. Désormais, la dette représente 65,1 % du PIB (contre 57,2 % en 2014 et 51,7 % en 2013). Cette progression de 498 Mds R\$ (111,8 Mds d'euros) en 2015, résulte principalement de la progression du poids des intérêts de la dette : 367,8 Mds R\$ (82,6 Mds d'euros). En outre, selon la Banque Centrale (Bacen), le secteur public a connu pour l'année 2015 un déficit primaire de 111,2 Mds R\$ (contre 32,5 Mds R\$ en 2014), soit le plus mauvais résultat depuis 2001. Cette dégradation s'explique notamment par celle plus marquée observée en décembre, à hauteur de 71,7 Mds R\$ dont 60,9 Mds sont imputables au gouvernement fédéral.

Selon l'Institut brésilien de la statistique (IBGE), l'inflation pour le mois de janvier 2016 évolue faiblement (+1,27 %) en glissement mensuel et dépasse le taux de 1,24 % enregistré en 2015. Ce niveau des prix résulte d'une part de la hausse des matières premières agricoles, et d'autre part, de la revalorisation des salaires des fonctionnaires. Dans ce contexte, le risque d'évolution non maîtrisée de l'endettement public est perceptible et les perspectives de reprise de la croissance en 2016, restent incertaines.

Haïti

L'économie haïtienne est fragilisée par les fluctuations du prix des matières premières. Pour y faire face, l'Etat a adopté deux mesures importantes. D'abord, une baisse (entre 6 et 8 gourdes) du prix des carburants à la pompe. Puis, la mise en place d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix qui, d'après le FMI, devrait rapporter des recettes fiscales supplémentaires de l'ordre de 0,2 % du PIB.

Par ailleurs, la dépréciation de la gourde se poursuit en dépit des interventions répétées de la Banque de la République d'Haïti (BRH) sur le marché des changes. En effet, pas moins de 10 millions de dollars US (9 millions d'euros)² ont été injectés le 3 février 2016 après l'injection de 72,575 millions de dollars US (65,477 millions d'euros) sur les quatre premiers mois de l'année fiscale 2015. La BRH prévoit de poursuivre ses actions malgré la baisse des réserves de change.

Une insécurité alimentaire grandissante vient s'ajouter à ces difficultés. Selon le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM), le nombre de personnes qui en souffrent a doublé en 6 mois et ce sont près de 3,6 millions d'haïtiens qui sont touchés par la faim.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Déc-15 127,8	[0,39%]	-[0,1 %]	Insee
		↓	Prix administré du litre d'essence	Févr-16 1,47	[-1,3%]	[-0,7%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Déc-15 22 962	[-1,1%]	[1,4%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Déc-15 18 935	[-3,9%]	[9,0%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Déc-15 11,9 M€ <i>132,8 M€ Cumul</i>	[0,5%]	[23,3%] [14,2%]	Caf
	CONSUMMATION	↓	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Déc-15 14,9 M€ <i>176,1 M€ Cumul</i>	-3,3%	-10,2% 1,7%	Douanes
		↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Janv-16 309 <i>309 Cumul</i>	5,0%	15,0% 15,0%	Somafi
	INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Déc-15 36,9 M€ <i>386,2 M€ Cumul</i>	7,5%	0,9% -8,4%	Douanes
		↓	Ventes de véhicules utilitaires	Janv-16 62 <i>62 Cumul</i>	-16,5%	13,6% 13,6%	Somafi
	COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (2)	Déc-15 9,7 M€ <i>138,6 M€ Cumul</i>	-35,1%	-20,6% -23,7%	Douanes
↓		Importations (2)	Déc-15 109,4 M€ <i>1 221,8 M€ Cumul</i>	-6,4%	-10,4% -15,1%	Douanes	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	↑	Tirs effectués	Cumul à Janv-16 1 tir (1 Ariane 5)		0 tir à Janv-15	Arianespace
		↑	Satellites lancés	Cumul à Janv-16 1 satellite		0 satellite et 1 ATV*	
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Janv-16 8 498 tonnes <i>8 498 tonnes Cumul</i>	42,6%	57,8% 57,8%	Ciments guyanais
		↓	Exportations d'or en volume (2)	Déc-15 115 kilos <i>1197 kilos Cumul</i>	-23,1%	-27,3% -7,4%	Douanes
	INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en valeur (2)	Déc-15 3,3 M€ <i>37,6 M€ Cumul</i>	-26,9%	-31,9% -4,6%	Douanes
		↑	Cours de l'once d'or	Janv-16 1 096,52 \$	[2,6%]	[-12,3%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes (2)	Déc-15 9 tonnes <i>466 tonnes Cumul</i>	52,3%	-14,1% 12,3%	Douanes
		↓	Exportations de poissons (2)	Déc-15 74 tonnes <i>1 367 tonnes Cumul</i>	-14,1%	-13,2% 7,0%	Douanes
	TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Déc-15 40 902 <i>463 085 Cumul</i>	2,3%	1,7% 3,3%	CCIRG

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

¹ 1 Euro = 4,4527 Réal brésilien (European Central Bank, le 18 février 2016).

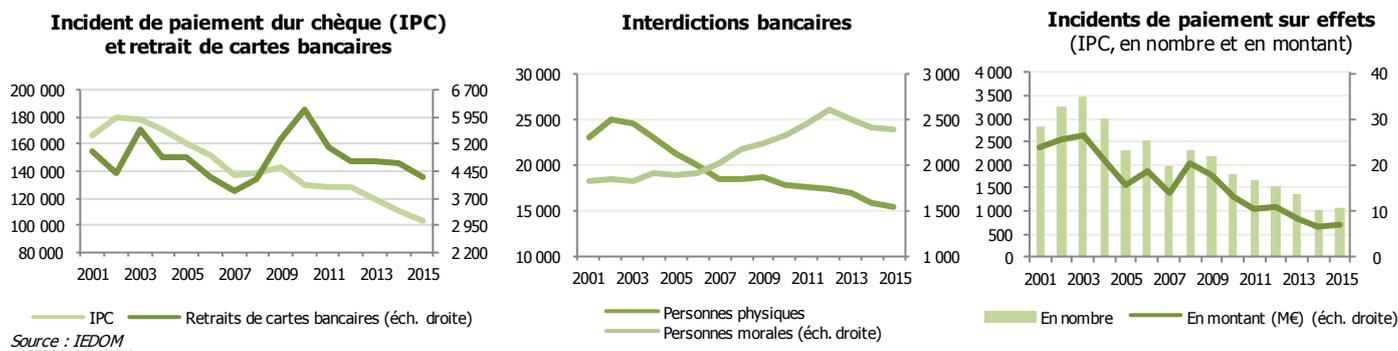
² 1 Euro = 1,1084 Dollar US (European Central Bank, le 18 février 2016).

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : une évolution contrastée

La plupart des indicateurs témoignent d'une moindre vulnérabilité des agents économiques en 2015 et tout particulièrement des particuliers. Les retraits de cartes bancaires baissent significativement par rapport à 2014 (-8,2 %, passant de 4 669 à 4 228), tout comme les incidents de paiement sur chèques (-6,4 %, passant de 110 217 à 103 133). Le nombre d'interdictions bancaires recule également de 2,3 % pour les personnes physiques (de 15 774 à 15 408), et de 0,8 % pour les personnes morales (de 2 412 à 2 392).

En revanche, le nombre d'incidents de paiement sur effets a augmenté de 4 % sur l'année 2015, (passant de 1 007 à 1 047), pour un montant total de 7,04 millions d'euros (+9,3 %).



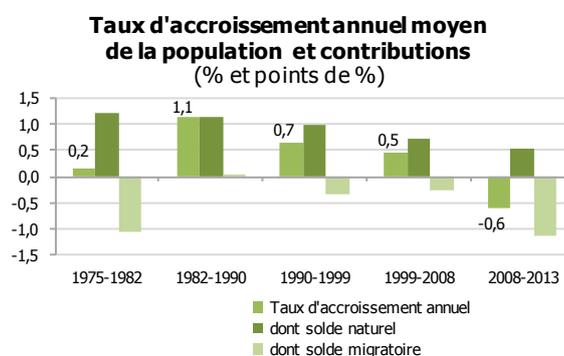
BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Démographie : la population martiniquaise diminue

Les résultats du recensement 2013, publiés par l'Insee et disponibles sur son [site internet](#), confirment la baisse de la population martiniquaise. Au 1^{er} janvier 2013, la Martinique compte officiellement 385 551 habitants (-0,7 % par rapport à 2012).

Entre 2008 et 2013, la population a diminué de 12 142 habitants (-3,1 %). Cette baisse concerne 23 des 34 communes martiniquaises, notamment Fort-de-France, qui a perdu 5,4 % de ses habitants en l'espace de cinq ans. Les petites communes du Nord de l'île sont les plus touchées, en raison notamment de leur caractère rural et de leur faible accessibilité.

Si le solde naturel (différence entre les naissances et les décès) reste positif, il ne permet plus de compenser le déficit migratoire (solde négatif des entrées-sorties), essentiellement lié aux sorties des jeunes martiniquais du territoire, pour leur scolarité ou leur premier emploi. Ces migrations accélèrent par ailleurs le vieillissement de la population, qui contribue à son tour à la baisse du solde naturel. Elles accentuent également le déséquilibre hommes/femmes, les femmes, nées hors Martinique, étant plus nombreuses que les hommes à venir y résider (157 entrées de femmes pour 100 entrées d'hommes parmi les 16-30 ans). La Martinique comptait ainsi 117 femmes pour 100 hommes en 2013.



Prix : l'inflation ralentit en 2015

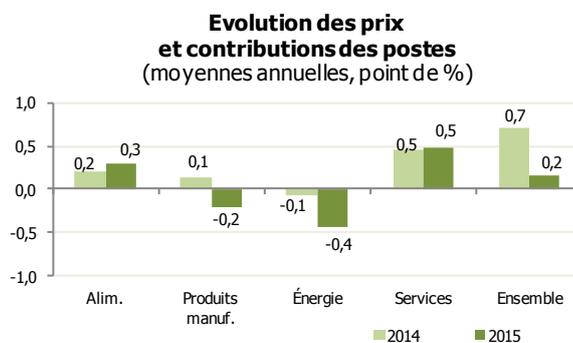
L'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établi à 130,9 en moyenne annuelle en 2015. Sa progression ralentit à +0,2 % en moyenne annuelle, après +0,7 % en 2014.

Cette hausse, faible, mais positive, est essentiellement imputable aux services, en raison de leur poids dans la structure de consommation des ménages (44,7 % de l'ensemble de la pondération de l'indice). Leur prix s'accroît de 1,1 % en moyenne sur l'année et ils contribuent à hauteur de +0,5 point à l'augmentation de l'IPC.

Bien que le prix des produits alimentaires augmente davantage que celui des services (+1,7 %), leur poids plus faible dans l'IPC (17 %) implique une moindre contribution (+0,3 point).

Ces deux postes permettent ainsi de compenser les contributions négatives liées à la baisse des prix des produits de l'énergie (-4,8 % pour une contribution de -0,4 point) et des produits manufacturés (-0,7 % pour une contribution de -0,2 point).

La faiblesse de l'inflation n'est pas propre à la Martinique, puisque la Guadeloupe affiche également une hausse des prix de l'ordre de +0,3 % et que sur la France entière et la zone euro, la progression est nulle (0,0 %).

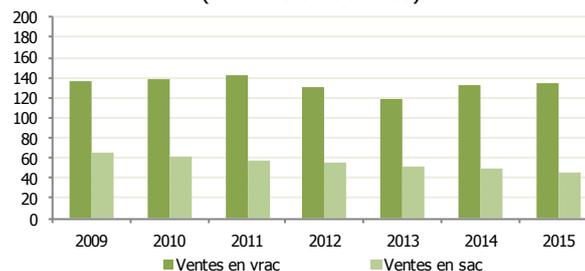


Ciment : les ventes locales ne se consolident pas en 2015

Après une année 2014 bien orientée (+6,5 %), les ventes locales de ciment se sont repliées à 179 396 tonnes en 2015 (-1,6 %).

Dans le détail, les ventes de ciment en sac, d'ordinaire dévolues à la construction privée, continuent de reculer (-8,9 %) et s'établissent fin 2015 à 45 819 tonnes. En revanche, pour leur part, les ventes en vrac ont progressé de 1,2 % sur l'année, à 133 575 tonnes. Généralement destinées aux chantiers d'envergure, elles ont été soutenues au premier semestre (+6,8 % en glissement annuel). Mais le chantier pour le Transport Collectif en Site Propre (TCSP) étant bien avancé, elles se sont essouffées sur la deuxième partie de l'année (-3,7 %). L'absence de perspectives, privées ou publiques, laisse craindre une nouvelle contraction de l'activité dans le secteur du BTP en 2016.

Ventes locales de ciment
(en milliers de tonnes)



Source : Ciment Antillais

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Zika : les territoires touchés s'organisent

Le 26 janvier 2016, les membres de l'Organisation des Etats de la Caraïbes Orientale (OECO), dont la Martinique est membre associé depuis le 4 février 2015, se sont concertés pour harmoniser leurs actions de lutte contre le virus du Zika, qui touche actuellement les pays d'Amérique latine et les îles de la Caraïbe. En plus des campagnes d'information auprès des citoyens, les membres de l'OECO prévoient de travailler avec l'ensemble des acteurs économiques, dans les secteurs du tourisme, des transports et de l'industrie pharmaceutique plus particulièrement, pour prévenir de nouvelles infections. Les services de santé sont également appelés à partager leurs informations afin de surveiller et contrôler la propagation de l'épidémie.

Transmis par le moustique *Aedes aegypti*, le virus, comme la dengue et le chikungunya, engendre des symptômes généralement similaires à ceux de la grippe, qui peuvent même passer inaperçus. En revanche, l'infection est fortement suspectée de causer des cas de microcéphalie chez les nourrissons lorsqu'elle touche des femmes enceintes.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2015	130,3	0,5 %	-0,5 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- décembre 2015	43 000	-2,9 %	-2,3 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2015	22 997	+1,5 %	+12,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés <i>Données non consolidées</i>	- octobre 2015	43 172	-0,1 %	+2,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- décembre 2015	252,8	+10,9 %	-4,3 %
	Hors produits pétroliers	- décembre 2015	199,4	+4,6 %	-1,3 %
	Exportations (millions d'euros)	- décembre 2015	46,0	+35,5 %	+2,4 %
	Hors produits pétroliers	- décembre 2015	17,7	+4,9 %	+13,5 %
Grande distribution (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- décembre 2015	18,2 %		+1,2 pt
	Hors produits pétroliers	- décembre 2015	8,9 %		+1,2 pt
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- décembre 2015 - cumul annuel	69,6 579,5	+51,8 %	+2,8 % -0,3 %
	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2015	15 408	-1,7 %	-2,3 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- décembre 2015	2 392	-1,4 %	-0,8 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- décembre 2015	163 831	+47,8 %	+12,2 %
		- cumul annuel	1 634 931		+0,6 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- octobre 2015	31 286	nd	nd
		- cumul annuel	224 205		+62,9 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- janvier 2016	13 675	3,2 %	-2,2 %
		- cumul annuel	13 675		-2,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- janvier 2016	1 094	-55,1 %	+19,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- janvier 2016	134	-59,5 %	-21,6 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		1 228		+13,3 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

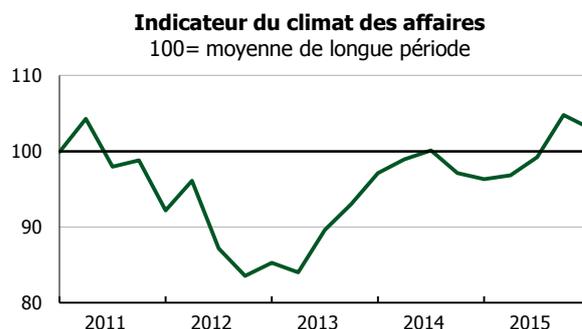
Le climat des affaires au 4^e trimestre 2015 : frémissement de l'investissement

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en légère baisse au quatrième trimestre 2015, à 103,0 points (-1,8 point). L'ICA s'installe au-dessus de sa moyenne de longue période pour le deuxième trimestre consécutif. L'amélioration sensible du climat des affaires sur l'année 2015 (+6,7 points) traduit le fait que l'embellie économique constatée en 2014 a vraisemblablement gagné en vigueur tout au long de l'année 2015.

La composante passée reste au-dessus de sa moyenne de longue période. Néanmoins, elle explique les trois quarts de l'inflexion de l'indice global sur le trimestre, en raison d'une détérioration de l'activité en fin d'année.

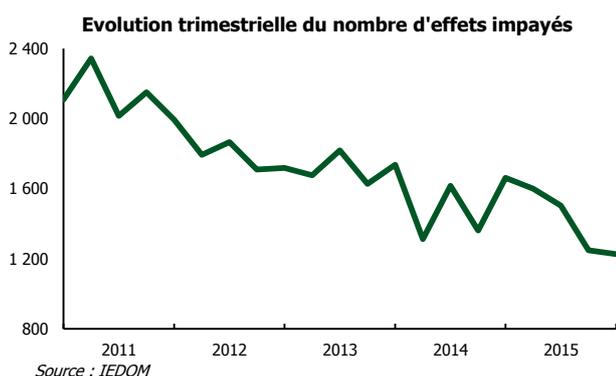
La composante future pèse également sur l'évolution baissière de l'indice après une forte hausse le trimestre précédent. Cependant, sa décomposition est de bon augure avec des prévisions d'investissement qui deviennent enfin positives et laissent présager de possibles effets d'entraînement au cours de l'année 2016. En cohérence avec ce signal, la trésorerie accumulée les trimestres précédents est anticipée à la baisse, à des fins probables de financement de ces investissements.

Les « premières tendances » au 4^e trimestre 2015 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Baisse continue du nombre d'effets de commerce impayés en 2015



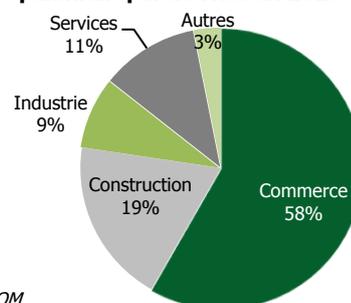
Source : IEDOM

Les effets impayés se concentrent majoritairement dans le commerce. Avec 14,9 millions d'euros, ce secteur regroupe 58% des montants des incidents de paiement déclarés. Viennent ensuite le secteur de la construction avec 19 % des montants impayés, les services (11 %) et l'industrie (9 %).

En 2015, près de 5 600 effets de commerce impayés ont été enregistrés, soit une diminution de 6,3 % sur un an. La contraction observée ces dernières années s'explique pour l'essentiel par une moindre utilisation des effets de commerce.

Cette baisse du nombre d'effets impayés conjuguée à celle du montant moyen (-9,6 %) engendre un recul du montant total de 3,8 %, pour s'établir à 25,6 millions d'euros.

Répartition des montants des incidents de paiement par activité en 2015



Source : IEDOM

Les TAAF : acteur de l'économie bleue au cœur de l'océan Indien

Quotas de poissons pour la campagne 2015-2016

	en tonne
Légine	6 300
Poisson des glaces	1 490
Langouste	330
Cabot	30
Rouffe	25
St-Paul	15

Source : TAAF

L'IEDOM vient de publier une note sur les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) dont le siège social de l'autorité administrative se trouve à Saint-Pierre de La Réunion. Après une présentation des caractéristiques structurelles, la note dresse une vue d'ensemble des domaines d'excellence de cette collectivité, à savoir la biodiversité et les ressources océaniques (pêche, réserves d'hydrocarbures, ...) qui sont au cœur des enjeux de la politique maritime et de l'économie bleue.

Ces territoires d'outre-mer, qui n'hébergent pas de population permanente, sont constitués de la plus vaste réserve naturelle de France soit près de 80 % de la surface totale des réserves naturelles nationales.

Les TAAF administrent 2 367 400 km² de zones économiques exclusives (ZEE)¹, soit la deuxième ZEE de France après la Polynésie française. Elles contribuent ainsi largement à placer la France au deuxième rang mondial pour son emprise maritime. Le préfet des TAAF dispose de pouvoirs étendus en matière de gestion durable des pêches dans ces territoires. Il gère ainsi la pêche à la légine dans les ZEE de Crozet et de Kerguelen. Le total admissible de capture de ce poisson a été fixé à 6 300 tonnes pour la campagne 2015-2016, en hausse de 5 % par rapport à la précédente.

La Note Expresse Portrait est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

¹ Espace maritime sur lequel un État côtier exerce des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources.

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Décembre 2015	130,5	+0,6 %	0,5 %
	IPC France entière		128,0	+0,2 %	+0,2 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Janvier 2016	23 368	-16,7 %	+0,6 %
	Cumul (milliers d'euros)		23 368	-	+0,6 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Décembre 2015	422,9	-0,8 %	+3,1 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul décembre	4 691,4	-	+0,4 %
	Exportations (millions d'euros)	Décembre 2015	42,0	+26,9 %	+8,2 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul décembre	294,4	-	+3,5 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Décembre 2015	136 220	+1,2 %	1,2 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

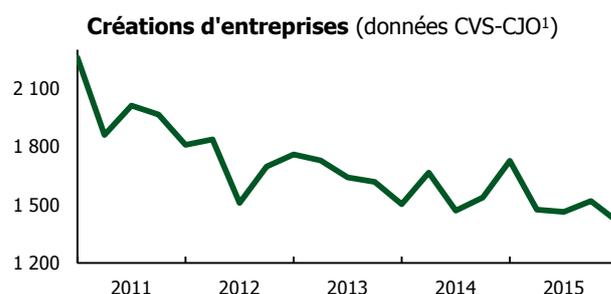
			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Décembre 2015	210 731	+26,7 %	+1,6 %
	Cumul	Cumul Décembre	2 136 893	-	+3,6 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	3 ^e trimestre 2015	241 000	+3,7 %	+13,4 %
	Cumul	Cumul septembre	700 700	-	+9,6 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Décembre 2015	23 934	-	+7,1 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Décembre 2015	350,2	-	+10,9 %
	Effectifs salariés du BTP	Décembre 2015	16 201	-3,3 %	+4,7 %

Baisse des créations d'entreprises au 4^e trimestre 2015

Les créations d'entreprises baissent de 7,1 % (données CVS-CJO¹) au quatrième trimestre 2015 par rapport au troisième trimestre. Cette baisse concerne toutes les catégories juridiques et plus particulièrement les entreprises individuelles classiques hors micro-entrepreneur. Le recul est assez fort dans la construction (-20 %) et les autres services (-8 %).

Sur l'ensemble de l'année, La Réunion compte moins de 5 900 entreprises nouvelles, en repli de 8,1 % après -1,6 % en 2014. La baisse concerne toutes les formes juridiques et plus particulièrement le régime de micro-entrepreneur (-26 % après -20 % en 2014). En France entière, le nombre de nouvelles entreprises s'inscrit en baisse de 4,8 %

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).



¹ Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
Source : Insee - Sirene

La production de viande bovine à La Réunion

La Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Daaf) de La Réunion vient de publier une analyse sur la filière bovine à La Réunion. La note montre que la production locale de viande bovine couvre 39 % du marché de frais en 2014. Le recours aux importations reste donc prédominant pour couvrir les besoins des consommateurs (8 kg équivalent carcasse par habitant contre 24 kg en France métropolitaine).

A La Réunion, la filière bovine est bien organisée et développe sa stratégie autour de la valorisation de la production locale notamment avec le projet DEFI qui a pour objectif de conquérir 10 points de parts du marché supplémentaires d'ici 2021. Au-delà de ces programmes et de l'appui des interprofessions, d'autres axes de développement sont étudiés tels que l'amélioration des performances zootechniques des élevages et la maîtrise des conditions de reproduction.

L'étude est disponible sur le site de [la Daaf](#).

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

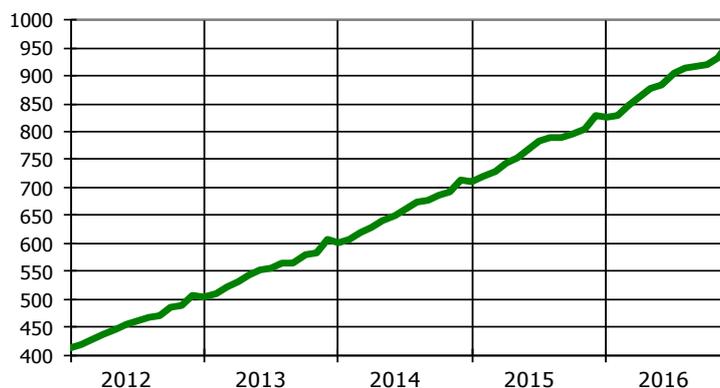
Les émissions nettes cumulées de billets

En janvier 2016, les émissions nettes cumulées de billets ont diminué de 1,2 million d'euros, après une hausse de 26,0 millions le mois précédent. Elles s'établissent à 956,7 millions d'euros, soit une progression annuelle de 15,7 %.

Le nombre de billets émis en janvier est constitué à 70,0 % par la coupure de 50 € (qui représente 63,9 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La baisse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc appréciée de 49 centimes pour s'établir à 54,79 € au 31 janvier 2016.

Émissions nettes cumulées de billets (en millions d'euros)



Source : IEDOM

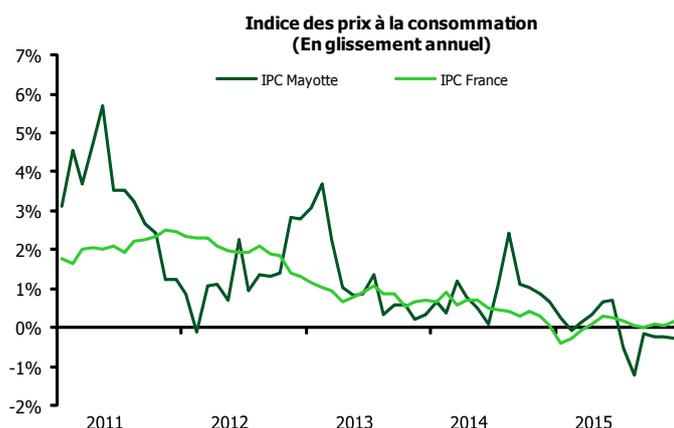
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Stabilité des prix en 2015

En 2015, les prix à la consommation des biens et des services sont stables, après une progression de 0,9 % en 2014. L'augmentation des prix des services et de l'alimentation est entièrement compensée par la diminution des prix de l'énergie et des produits manufacturés.

Après une hausse de 2,4 % en 2014, les prix des services s'accroissent à nouveau en 2015 (+2,6 %). Les services demeurent ainsi le poste qui contribue le plus à l'évolution des prix à Mayotte (+0,9 point). En revanche, la progression des prix de l'alimentation est ralentie, passant de 2,3 % en 2014 à 0,4 % en 2015 (contribution de 0,1 point à l'inflation).

Les prix de l'énergie chutent fortement en 2015 (-4,9 %, contre -1,4 % en 2014) et apportent une contribution de -0,3 point à la variation des prix. Les prix des produits manufacturés confirment leur tendance baissière en 2015 (-2,6 % après -1,5 % en 2014) et contribuent aussi négativement à la hausse des prix (-0,8 point).



Base 100 : année 2006

Source : INSEE

Signature de conventions collectives dans les secteurs du BTP et des services des eaux et assainissement

Avec l'appui et sous l'impulsion de la DIECCTE, les partenaires sociaux des secteurs du BTP et des services des eaux et assainissement ont signé une convention collective. Ainsi, trois arrêtés portant extension à la convention collective du BTP à Mayotte ont été publiés, un relatif à la grille de classification et des salaires des ouvriers et employés, deux concernant les postes d'ingénieurs, cadres, employés techniciens et agents de maîtrise. Un arrêté a également été publié pour étendre à Mayotte la convention collective des entreprises des services des eaux et assainissement.

Publiés le 15 décembre 2015, ces arrêtés s'appliquent obligatoirement à toutes les entreprises et tous les salariés inclus dans le champ professionnel et territorial susnommés.

Formation professionnelle : revalorisation de la rémunération des stagiaires

Par décret numéro 2015-1891 publié au Journal officiel du 31 décembre 2015, les taux et les montants des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle à Mayotte ont été réévalués. Ainsi, les personnes bénéficiant du statut de stagiaire à partir du 1^{er} janvier 2016 percevront de nouvelles rémunérations. L'augmentation enregistrée varie de 100 % à 200 %. Ces évolutions concernent les salariés privés qui suivent un stage de formation agréé par l'État, les personnes à la recherche d'un emploi qui poursuivent un stage de formation agréé par l'État, les travailleurs handicapés privés d'emploi et les jeunes handicapés à la recherche d'un premier emploi, ainsi que les travailleurs non-salariés qui suivent un stage agréé par l'État.

Consommation électrique record en janvier 2016

Selon les données communiquées par Électricité de Mayotte (EDM), l'île de Mayotte a connu quatre pointes de consommation électriques consécutives, avec un nouveau record à 51,4 MW, en raison de la montée des températures et d'une utilisation accrue des appareils de climatisation. Ainsi, dans le but de maîtriser la demande en énergie, EDM a développé plusieurs offres d'aides qui permettent de s'équiper d'appareils moins énergivores en électricité ou de doter les habitations d'installations (toiture, peinture réfléchissante,...) dont le but est de réduire la température intérieure.

Etude INSEE : la moitié des Mahorais vivent en couple

En se basant sur les données du recensement en 2012, l'INSEE a publié en janvier 2016 une étude portant sur la structure des couples à Mayotte. Ainsi, en 2012, la moitié des Mahorais de 14 ans ou plus vivent en couple. Les femmes débutent leur vie de couple plus tôt mais après 30 ans, elles sont moins souvent en couple que dans le reste de la France. La mixité est trois fois plus importante à Mayotte : un tiers des couples unissent une personne née dans un pays étranger et une personne née à Mayotte ou ailleurs en France. Dans la majorité des couples mixtes, c'est la femme qui est née à l'étranger, principalement aux Comores. Les écarts d'âges y sont aussi plus grands. L'homme a 15 ans de plus que sa femme dans 14,0 % des couples, soit sept fois plus qu'en France. Très peu de couples sont sans enfant, à peine un sur six contre un sur deux ailleurs en France.

[Pour de plus amples informations, consulter la note N°26 – Janvier 2016 sur le site de l'INSEE.](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		déc.-15	117,9	0,1%	-0,3%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		nov.-15	11 533	-5,3%	15,2%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-15	47 149	22,9%	32,7%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-15	496 069	-	5,5%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-15	466	-29,5%	27,3%
		cumulées	déc.-15	8 107	-	12,0%
	Taux de couverture	mensuel	déc.-15	0,99%	-0,73 pt	-0,04 pt
		cumulé	déc.-15	1,63%	-0,07 pt	0,10 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	déc.-15	708	60,9%	15,3%
		cumulés	déc.-15	5 579	-	-0,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-15	29 374	60,0%	-0,7%
		cumulés	déc.-15	303 197	-	0,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	déc.-15	23,2	-7,4%	18,5%
		cumulés	déc.-15	318,3	-	-7,1%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-15	16 383	775,8%	848,5%
		cumulées	déc.-15	99 012	-	29,2%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-15	41 832	0,3%	2,8%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	déc.-15	288 942	-	5,6%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-15	12 086	7,2%	5,2%
		cumulée	déc.-15	129 059	-	5,8%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	déc.-15	304	57,5%	33,9%
		cumulées	déc.-15	2 742	-	4,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	déc.-15	484	11,3%	-42,7%
		cumulées	déc.-15	6 381	-	-32,7%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	déc.-15	0,7	-20,0%	-76,0%
		cumulées	déc.-15	17,3	-	19,4%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-15	6,6	-20,7%	-76,8%
		cumulées	déc.-15	167,1	-	11,4%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Co de des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,30%	09/12/2015

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques <i>(Hors besoins professionnels) :</i>	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	1,50%
Autres cas :	1,01%			* hors prime d'Etat	

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)

Taux d'interet fin de mois - EONIA

Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,1290%	-0,1270%	-0,1270%	-0,2280%	-0,2290%	-0,1620%	-0,0890%	0,0150%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Octobre	Novembre	Décembre	janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
0,85%	0,90%	0,97%	0,90%	1,05%	1,10%	1,17%	1,10%

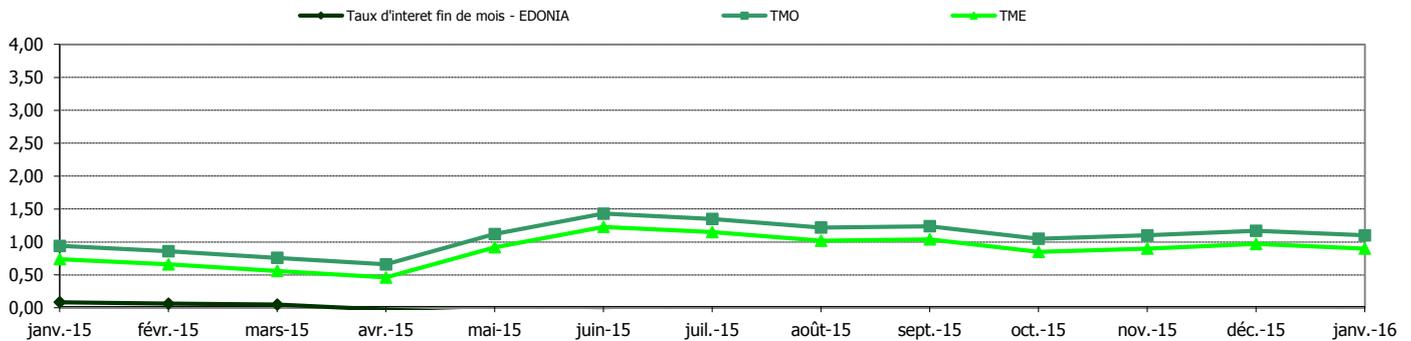
Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} janvier 2016)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,96%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,27%
Prêts à taux variable	3,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,83%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Autres prêts		Découverts en compte	13,43%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,99%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,56%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,25%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,61%	Découverts en compte	13,43%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

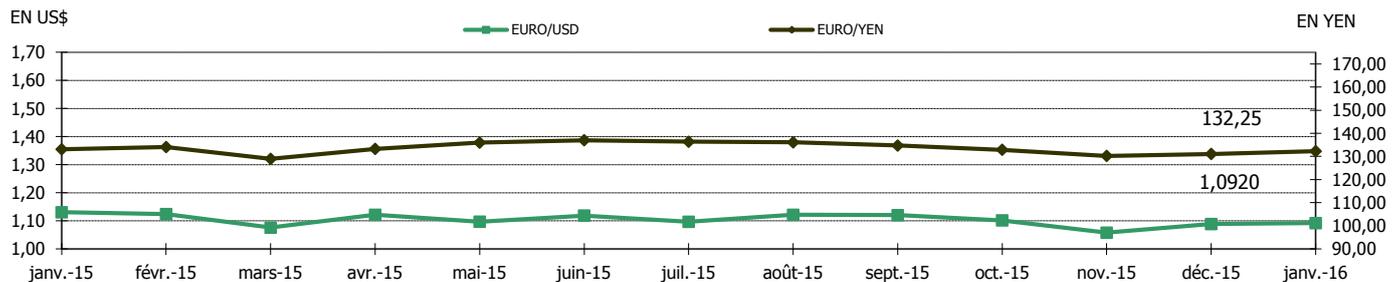
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,0920	EURO/ZAR (Afrique du sud)	17,4927	EURO/SRD (Surinam)	4,3327
EURO/JPY (Japon)	132,2500	EURO/BWP (Botswana)	12,3937	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9388
EURO/CAD (Canada)	1,5363	EURO/SCR (Seychelles)	14,9550	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,6559
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7641	EURO/MUR (Maurice)	39,0467	EURO/BBD (La Barbade)	2,1661
EURO/SGD (Singapour)	1,5550	EURO/BRL (Brésil)	4,4294	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,9436
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,5101	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,8149	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3474,8271	EURO/XCD (Dominique)	2,9243	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : H. GONSARD

Editeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé en février 2016 - Dépôt légal : février 2016 - ISSN 2427-9781 (en ligne)